

LES JOURNEES
DU TOURISME DURABLE
Palais des Congrès, Ajacciu
30 et 31 Octobre 2017

E Ghjurnate
di u turismu à longu andà

Dossier de séance
Cartulariu di seanza



©istockphoto.com/joningal

VISIT-CORSICA.COM

SOMMAIRE

PROGRAMME/SYNOPTIS	2
CONTACTS ET INTERVENANTS	5
NOTE DE TENDANCE	12

13.30 Accueil des participants

14.00 Début des travaux Salle Prestige Sampiero Corso

En cette année du tourisme durable pour les Nations Unies, l'Agence du Tourisme de la Corse, dans son rôle de coordination des acteurs du tourisme, initie un cycle de réunions consacrées au Tourisme Durable.

L'objectif consiste à sensibiliser l'ensemble des acteurs économiques à ces notions essentielles pour l'avenir de la destination Corse, avec à moyen terme, la transformation vertueuse du territoire en destination durable par un processus de transition écologique, numérique et réglementaire impactant de manière profonde l'industrie touristique insulaire.

THEME N°1 LES TENDANCES ET L'EVOLUTION DU TOURISME

Le tourisme se transforme et de nouveaux bouleversements sont prévus dans les prochaines années. Dans une vision de prospective, il s'agit à travers ces échanges, de prendre conscience des signaux présents à la fois dans les usages, les comportements et les nouveaux produits à déployer.

14.30 - 15.30 Nouveaux usages : de l'information à l'achat

Transformation digitale, utilisation massive du mobile et demain marketing prédictif, les enjeux à venir dans le tourisme vont impacter fortement à la fois, le rôle des offices de tourisme et autres organismes de gestion des destinations mais aussi l'ensemble des socio-professionnels. Ces derniers tentent déjà de s'adapter aux enjeux du numérique et à la forte dépendance aux puissantes agences en ligne. Regardons également les nouveaux outils marketing qui seront d'usage courant d'ici à 10 ans.

15.30 - 16.30 Nouveaux comportements

Avec le boom de l'usage du numérique, les comportements des touristes évoluent : recherche de bons plans, réservation de dernière minute, voyageurs en quête de sens ou encore évolution du comportement des nouvelles générations ... Cette table ronde permettra de faire un point complet sur ces nouvelles façons de voyager.

16.30 Pause-café dans la salle Prestige Sampiero Corso

17.00 - 18.00 Nouveaux produits

A travers des nouvelles attentes des voyageurs, les acteurs de l'offre doivent s'adapter et faire évoluer leur produit afin de proposer de nouvelles expériences. Il s'agit ici de faire un tour d'horizon de ces initiatives originales qui prouvent que le tourisme est en plein renouveau !

18.00 Fin des travaux

08.30 Accueil café Salle Prestige Sampiero Corso

09.00 Début des travaux

THEME N°2 LA GESTION DE LA RESSOURCE TERRITORIALE FACE A LA PRESSION TOURISTIQUE.

Dans quelles conditions maintenir et/ou définir les seuils d'acceptabilité ? Importance de construire des tableaux de bord pour mesurer la saturation des destinations, afin de savoir réagir, d'être réactif et de prendre les bonnes décisions.

09.00 - 10.00 Les limites entre la protection et la valorisation des sites

Les sites naturels prennent de plus en plus d'importance dans l'attractivité d'une destination comme composants essentiels du séjour. Or, plus les touristes apprécient un lieu et le font savoir, plus l'effet de bouche à oreille accélère la renommée du site mais augmente aussi sa vulnérabilité. Que les sites touristiques relèvent de la mise en patrimoine des actifs naturels ou culturels, l'équilibre entre protection et valorisation est plus que nécessaire.

10.00 - 11.00 Les méthodes de mesure : effets de seuil, indicateurs, capacités de charge, marqueurs à prendre en compte.

L'été dernier, des destinations urbaines comme Barcelone, Lisbonne, Venise ou Dubrovnik ont connu des phénomènes de « tourismophobie ». Des habitants ont exprimé leur exaspération face au développement du tourisme de masse. Or, existe-t-il aujourd'hui de vrais outils permettant de mesurer la saturation des destinations touristiques ? Peut-on vraiment calculer les capacités de charge afin de prendre les bonnes décisions et éviter ainsi les conflits potentiels et les impacts négatifs sur l'environnement ?

11.00 Pause-café Salle prestige Sampiero Corso

11.15 -12.15 La mise en place de comportements vertueux :

Pour anticiper les dépassements de capacité de charge, est-il possible de changer les comportements des voyageurs, de les sensibiliser aux engagements en faveur d'un tourisme durable ? Quelle incidence sur la communication touristique des destinations et des produits ? Certains sites ou destinations limitent le nombre de visiteurs à un certain nombre par jour, et incitent les touristes et les professionnels à faire évoluer leurs comportements : Bretagne, Cinque Terre, Islande ... les exemples sont nombreux.

12.30 Fin des travaux

Déjeuner sur place

14.00 Reprise des travaux

THEME N°3 LA MISE EN ŒUVRE D'UNE DESTINATION DE TOURISME DURABLE.

Les enjeux du développement durable appliqués au tourisme pour une destination, ne se résument pas à lancer de nouveaux séjours plus verts ou à inciter les hébergements à obtenir une certification. Il s'agit de réfléchir à l'articulation des enjeux environnementaux, sociaux, économiques dans tous les aspects de la politique touristique du territoire

14.00 15.00 Positionnement tourisme durable des destinations

Le développement durable est aujourd'hui un vecteur revendiqué par nombre de destinations touristiques. On sait l'importance revêtue par la communication dans l'attractivité. Quel positionnement, avec quel axe retenu et quels messages portés. La thématique de l'après-midi sera introduite par une illustration au niveau international du paysage de communication dans lequel s'inscrivent aujourd'hui les destinations qui s'orientent clairement sur ces promesses de tourisme durable.

15.00 16.00 Evolution du cadre réglementaire

Réglementer pour mieux réguler, pour déployer les engagements en faveur d'un tourisme durable et donc favoriser l'intégration des objectifs de développement durable par les professionnels du tourisme et les institutions. Est-il envisageable de modifier le cadre réglementaire, de faire évoluer certaines lois afin d'encourager les professionnels et d'inciter les touristes à des comportements plus vertueux ? La solution passe-t-elle par une fiscalité spécifique ? Exemple de la Bretagne : méthode mise en place, labels, réglementation, finance, fiscalité

16.00 16.30 Pause-café

16.30 17.30 Quels financements pour soutenir les initiatives de tourisme durable ?

Quels dispositifs financiers mobilisables permettent aux professionnels d'intégrer des enjeux environnementaux et sociaux ? Aides au capital, subventions, dispositifs d'avances remboursables... Comment s'orienter dans cet univers aux multiples intervenants ?

17.30 - 18.00 Séance de Clôture

Fin des travaux 18.00

CONTACTS ET PRESENTATION DES INTERVENANTS

Animateur : Guillaume CROMER

Expert en Tourisme durable / Président Acteur Tourisme Durable (ATD)

guillaume@tourisme-durable.org

ATD - Créée en 2011 par des journalistes, l'Association francophone, qui regroupe une centaine de membres concernés à différents titres par le tourisme : territoires, voyageurs, restaurateurs, enseignants, journalistes, ... s'est donnée pour mission de fédérer les acteurs du tourisme pour accélérer la transition écologique et sociétale du tourisme. Elle accompagne ainsi les professionnels engagés dans une démarche de tourisme durable.

THÈME 1: LES TENDANCES ACTUELLES ET L'ÉVOLUTION DU TOURISME

Nouveaux usages : de l'information à l'achat

Nouveaux comportements

Nouveaux produits

Intervenant : Alain ESCADAFAL

Directeur de l'UFR Sciences des Territoires et de la Communication - Université Bordeaux Montaigne. Directeur du Master Tourisme de l'Institut d'Aménagement, de Tourisme et d'Urbanisme

alain.escadafal@u-bordeaux-montaigne.fr

L'IATU, Institut d'Aménagement, de Tourisme et d'Urbanisme de Bordeaux , intégré à l'Université de Bordeaux Montaigne , intervient dans les champs de l'aménagement, de l'urbanisme, du développement touristique, dans un esprit de développement durable qui associe l'évaluation environnementale. Il est membre de la Chaire Unesco sur la formation de professionnels du développement durable en France.

Intervenant : Daniel CHARAVIN

Directeur Général Agence du Tourisme de la Corse
dcharavin@ctc-atc.com

L'ATC, Agence du Tourisme de la Corse , établissement de la Collectivité Territoriale de Corse a en charge de la mise en œuvre des politiques touristiques de l'île. Elle assure un rôle d'observation des phénomènes touristiques, de promotion et d'accompagnement de l'offre. Dans un objectif d'étalement dans le temps et dans l'espace du tourisme sont intégrées les préoccupations d'un développement économique maîtrisé qui préserve la ressource et les grands équilibres du territoire...

Intervenant : Jean Baptiste PIERI

Président et administrateur de la Commission économique et numérique / Affaires Européennes du Syndicat GNI

Le GNI - SYNHORCAT, Groupement National des Indépendants est une organisation patronale, issue de regroupement de plusieurs syndicats, engagée dans la défense des intérêts de la profession. C'est la seconde organisation nationale avec plus de 10.000 établissements dans les secteurs de l'Hôtellerie restauration, des traiteurs et organisateurs de réceptions, des cafetiers limonadiers, des discothèques et établissements de prestige. Le GNI est engagé dans différentes démarches visant à la protection de l'environnement avec des opérations pilotes de tri, collecte et valorisation des bio-déchets et travaille sur la mise en place de menus « bons pour le climat » ou l'empreinte carbone serait réduite.

Intervenant : Bernard GIUDICELLI

Président UMIH Corse
b.giudicelli@gmail.com

L'UMIH, avec 100 bureaux sur le territoire national est le premier syndicat patronal du secteur des CHRD cafés hôtels restaurants-discothèques. Avec une présence active sur le territoire forte de 300 collaborateurs et plus de 2 000 élus répartis en fédérations départementales, l'UMIH est engagé dans la prise en compte du développement durable et les pratiques plus écologiques en phase avec les attentes des clients, tout en maîtrisant les charges d'exploitations : consommations d'eau, d'énergie,...Elle est partie prenante du pacte national contre le gaspillage. L'Umih Corse développe autour du projet Rispetto une expérimentation pour réduire l'impact environnemental des hôtels et réduire leurs coûts de fonctionnement.

THÈME N°2: LA GESTION DE LA RESSOURCE TERRITORIALE FACE À LA PRESSION TOURISTIQUE

Limites entre la protection et la valorisation des sites
Méthodes de mesure : effets de seuil, indicateurs, capacités de charge,
marqueurs à prendre en compte, mise en place de comportements vertueux

Intervenant : Pierre TORRENTE

Directeur adjoint de l'ISTHIA, (Institut supérieur de Tourisme hôtellerie et alimentation) Université Toulouse Jean Jaurès.

pierre.torrente@univ-tlse2.fr

L'Isthia, Institut Supérieur du Tourisme de l'Hôtellerie de de l'Alimentation de l'Université de Toulouse Mirail, développe sur 3 campus (Toulouse , Foix et Kuala Lumpur) avec plus de 1000 étudiants des formations professionnalisantes : diplômes universitaires, licences et masters professionnels. Son centre de valorisation, avec notamment un pôle connaissance des données a pour ambition de contribuer significativement au développement humain responsable et durable des territoires et des entreprises . Il propose un accompagnement aux divers acteurs concernés.

Intervenant : Eric RAULET

Délégué général DEFISMED

takethemed@gmail.com

DefisMed, association dont l'objet est de renforcer le développement soutenable des territoires en Méditerranée avec le tourisme, regroupe des compétences de professionnels expérimentés pour accompagner l'ensemble des acteurs engagés dans la préservation du patrimoine naturel et culturel de dispositifs en intelligence participative. Defimed est intégrée au premier MOOC en écotourisme « l'écotourisme, imaginons le ensemble »

Sa plateforme numérique collaborative Take The Med (TTM), recense les projets et programmes vertueux de valorisation des richesses naturelles à visée touristique en Europe et Méditerranée.

Intervenant : Sauveur GIANNONI

Maître de Conférences en Economie- Université de Corse
giannoni@univ-corse.fr

L'Université de Corse, au travers de ses laboratoires de recherche et notamment de son laboratoire Lieux, Identités, eSpaces et Activités, travaille depuis plusieurs années sur les relations entre société -nature dans les espaces insulaires et la définition de la gestion durable des territoires. Le laboratoire explore notamment la relation croissance économique/développement touristique et s'intéresse plus largement aux conséquences économiques et sociales du tourisme sur un territoire (tarification, augmentation de la demande, prix du foncier,...)

Intervenant : Marie Luce CASTELLI

Directrice Syndicat mixte du Parc Naturel Régional de Corse (PNRC)
mlcastelli@pnr-corse.fr

Le PNRC, qui vient de réviser sa charte, intervient sur près de 40% du territoire de l'île. Sa vocation est de protéger et valoriser le patrimoine naturel et humain en mettant en œuvre des actions respectueuses de l'environnement. Outre la préservation, la valorisation et la sensibilisation au patrimoine naturel, les missions du Parc intègrent, en Corse, la revitalisation de l'espace rural et le développement des activités de randonnée (plus de 1500km de sentiers) et des activités « nature ».

Intervenant : Jean Michel CULIOLI

Chef de service « Espaces Protégés » à l'Office de l'environnement de la Corse
Jean-Michel.Culioli@oec.fr

L'OEC, établissement de la Collectivité Territoriale dédié à l'environnement, intervient sur la protection et la gestion des espaces terrestres, marins, des espèces végétales et animales, des équilibres naturels, la prévention contre les incendies, la lutte contre les pollutions et les nuisances, la communication la sensibilisation et l'éducation à l'environnement.

Partenaire financier des communes et des communautés de communes, des associations comme des services de l'Etat, l'Office de l'Environnement de la Corse s'inscrit également en partenaire technique.

Intervenant : Jean Marie FURT

Directeur IAE / Université de Corse

furt@univ-corse.fr

L'Institut d'Administration des Entreprises de Corse, institut de l'Université de Corse a pour missions, en collaboration avec les milieux professionnels, la recherche, l'élaboration, la transmission et la diffusion des sciences et techniques de gestion dans leur application à l'action économique et aux organisations publiques ou privées. Son offre de formation, en étroit lien avec le territoire local, couvre le tourisme, l'économie méditerranéenne et le développement durable. L'IAE propose des parcours de formation diplômants dont un master professionnel développement territorial durable spécialisé « management du tourisme et des loisirs »

Intervenant : Michel MURACCIOLI

Délégué de Rivages Corse - Conservatoire du littoral

m.muracciole@conservatoire-du-littoral.fr

Le Conservatoire du Littoral est un Établissement public ayant pour mission d'acquérir des espaces naturels pour les protéger de façon irréversible, les restaurer et les ouvrir au public dans le respect des paysages et de la biodiversité. Pour la Corse ce sont ainsi 24 % du littoral Corse (19 500 ha) qui sont désormais protégés, soit le double de la moyenne nationale. Le conservatoire a ainsi été l'un des piliers de la protection des côtes de l'île en définissant des plans de gestion avec les acteurs et déléguant la gestion des sites aux conseils départementaux. Trouver l'équilibre entre préservation et exploitation, gérer les pratiques et conflits d'usages sont pour le conservatoire du littoral comme pour ses partenaires des défis permanents.

THÈME N°3 LA MISE EN ŒUVRE D'UNE DESTINATION DE TOURISME DURABLE

Communication des destinations de tourisme durable

Evolution du cadre réglementaire

Quels financements pour soutenir les initiatives de tourisme durable ?

Intervenant : Albert REDUSA LEVY

Expert en communication touristique des destinations-CEO de Go UP Milan

albert.redusalevy@prgoup.it

GoUp est une agence de communication intégrée, basée à Milan, spécialisée en communication touristique qui intervient sur toute la chaîne de communication : de la publicité au digital en passant par les relations presse et l'évènementiel. Elle a une longue expérience de communication du tourisme Corse sur son marché principal étranger qu'est l'Italie et en particulier sur le positionnement durable de la destination. Elle dispose également d'une solide expérience internationale dans de nombreux pays touristiques à travers le monde en direct ou au travers de son network composé d'agences indépendantes dans 24 pays.

Intervenant : Marie Françoise BALDACCI DIRECCTE de Corse

Chef du service Développement Economique et des Compétences

marie-francoise.baldacci@direccte.gouv.fr

La Direccte, Direction Régionale des Entreprises de la Concurrence de la consommation du travail et de l'Emploi en Corse est un interlocuteur unique qui regroupe plusieurs services de l'Etat regroupés autour de 3 pôles sur 2 unités départementales : Entreprise-économie-emploi, Concurrence-consommation-répression des fraudes, politique du travail. Elle accompagne, entre autres, le développement des entreprises de l'emploi et des compétences et garantit le droit des salariés et la sécurité des consommateurs. Elle mène une série d'analyses et de veille économiques et suit le marché du travail et de l'emploi en Corse, dont le tourisme.

Intervenant : Caroline HELLER

Responsable Mission Tourisme Durable au CRT Bretagne

c-heller@tourismebretagne.com / Carolineheller1@gmail.com

Le Comité Régional du Tourisme de Bretagne est un outil de développement et de marketing du tourisme régional dont la mission, confiée par le Conseil Régional, consiste à renforcer la performance du secteur du tourisme, l'attractivité et la compétitivité de la région avec l'ambition d'affirmer la Bretagne comme une destination d'exception. Certifié Green Globe depuis 20, le CRT est très engagé

dans la recherche d'équilibre entre les aspects économiques, sociaux et environnementaux de l'économie touristique. Son club « voyager responsable » témoigne de la préoccupation de fournir les outils d'accompagnement dans les efforts des professionnels du tourisme s'impliquant dans une démarche durable.

Intervenant : Alex VINCINGUERRA

Président CADEC

avinciguerra@cadec.corsica

La Caisse de développement économique de la Corse (CADEC) , société anonyme avec la CTC comme actionnaire à 33% , est une institution destinée à financer, au travers d'outils, les entreprises insulaires et tout particulièrement les TPE. Elle lève ainsi des fonds financiers pour permettre aux entreprises corses un meilleur accès au crédit et agit en effet de levier important.

Elle gère notamment un dispositif de fonds publics, confiés par l'Agence du tourisme pour les investissements des entreprises du secteur, distribués sous forme d'avances remboursables à taux zéro, qui permettent d'amorcer les projets étant débloqués en amont et de les accompagner d'un point de vue bancaire.

Intervenant : Jean Marie FURT (Cf plus haut)

Directeur IAE - Université de Corse

furt@univ-corse.fr

Intervenant Cyrille MONTI

Chargé Energies Renouvelables- Agence d'Aménagement durable, d'Urbanisme et d'Energie de la Corse

Cyrille.MONTI@ct-corse.fr

L'AUE est chargée, dans le cadre des orientations définies par la Collectivité Territoriale de Corse, d'élaborer, coordonner et mettre en œuvre la politique régionale en matière d'urbanisme, d'aménagement durable, d'énergie, d'air et de climat.

2017 est l'Année internationale du tourisme durable pour le développement.

«Le tourisme doit être moteur d'une société qui crée des emplois décents, préserve les richesses environnementales, les océans, la nature et s'appuie sur les cultures locales au lieu de les détruire».



Organisation Mondiale du Tourisme

Tourisme et environnement : des territoires sous pression

Une capacité d'accueil concentrée sur un petit nombre de communes

En France, environ 6.000 communes ont un taux de fonction touristique supérieur à 100 lits pour 100 habitants. *"Alors que seulement 6% de la population nationale y réside à l'année, elles concentrent sur leur territoire 60% des lits touristiques en 2016 (soit près de 12,5 millions de lits touristiques)"*.

Consommation d'eau, d'électricité et traitement des déchets

Dans ces communes, l'artificialisation des sols progresse à un rythme proche de la moyenne nationale (+2,8%). En revanche, ces collectivités se distinguent nettement en termes de consommation d'eau, d'électricité et de production de déchets. Les 6.000 communes au taux de fonction touristique supérieur à 100 lits pour 100 habitants sont à l'origine de 10% des prélèvements en eau.

Les territoires à forte intensité touristique produisent en moyenne une quantité de déchets ménagers et assimilés par habitant **supérieure de 27% à la moyenne nationale**. Le traitement des déchets est nécessite souvent une **augmentation des fréquences de collecte et des surcapacités de stockage temporaires, voire parfois, pour certaines îles, un transfert vers le continent**.

L'attrait pour les destinations nature

Pour limiter les pressions sur les ressources naturelles et préserver l'environnement, les initiatives en matière de tourisme durable se développent. Les destinations "nature" ont le vent en poupe. **L'environnement est même devenu un critère important pour choisir son lieu de vacances**. Parmi les pratiques qui contribuent à l'essor du tourisme durable : **l'itinérance douce** (déplacement fluvial, véloroutes et voies vertes aménagées, sentiers de grande randonnée, sentiers littoraux).

Un affichage environnemental disparate

L'affichage "tourisme durable" se développe chez les professionnels à travers une floraison de labels, logos et marques. Mais cet affichage environnemental est marqué par une **forte disparité dans les critères, les engagements et les degrés d'exigence** (gestion en eau et en énergie, achats responsables, non-recours aux pesticides, préservation du cadre de vie environnant...).

Des quotas pour préserver les sites touristiques ?

Le bénéfice tiré de l'économie touristique incite gouvernements, organismes et professionnels du voyage à attirer une clientèle toujours plus large sur les destinations qu'ils promeuvent, au détriment des conditions de vie des populations locales et cela à long terme. Protéger à la fois le patrimoine, la libre circulation des touristes et les droits des populations est le défi à relever.

Christian Orofino, co-président de l'Observatoire géopolitique écotouristique (Obget), se désole, par exemple, de voir l'Unesco labelliser des sites sans avoir pensé au préalable, en concertation avec les autorités locales, à une **stratégie d'accueil**.

*«Prenez le temple d'Angkor au Cambodge : il n'était absolument pas visité jusque dans les années 80. Après son classement au patrimoine mondial de l'Unesco en 1992, il a attiré 60 000 visiteurs en 1999, 250 000 en 2001 et 3 millions de visiteurs en 2011. Cela a eu un grave retentissement sur le monument, la pollution avec les nouveaux axes de circulation construits à la va-vite et la corruption dans la population. **En anticipant, on aurait pu mieux protéger ce lieu.** »*

La détérioration de monuments est effectivement due à plusieurs facteurs et **pour freiner une érosion tant des sites que des cultures**, des mesures draconiennes sont prises vis-à-vis des touristes : une partie du site de Pompéi est fermé au public, les îles Similan en Thaïlande sont temporairement interdites au tourisme, un quota de visiteurs est imposé en Antarctique et aux Galapagos. Citons encore les Maasaï qui ont été repoussés dans leurs terres parce qu'ils interfèrent avec la faune que viennent observer les visiteurs, aux pêcheurs tanzaniens interdits de cette activité pour préserver la faune d'un parc national marin protégé ...

«Nombre de ces restrictions protectionnistes impactent davantage la population locale. Il est impératif que les prochaines **actions de protection du patrimoine soient menées en concertation avec les locaux**», remarque Julien Buot, directeur de l'association *Agir pour un Tourisme Responsable*.

Autant de barrières qu'on aurait pu éviter en préparant l'accès aux touristes. « *Il y a des choses qui se prévoient, qui se mettent en place et qui permettent de protéger des lieux, des cultures ou tout du moins de freiner leur altération. **Il faut aussi éduquer les gens. Les touristes ne sont pas chez eux ailleurs. Il faut qu'ils respectent les lieux visités, les coutumes et les cultures.** Les gens préfèrent visiter un site qui n'est pas massivement envahi par le tourisme ou retourner sur un lieu dont le patrimoine a su être préservé.*»

Pour sensibiliser les foules, certains tour-opérateurs et croisiéristes organisent des visites d'écoles ou d'orphelinats dans les communautés visitées. D'autres proposent aux voyageurs de prendre part à une activité communautaire, écologique ou encore de vivre chez l'habitant **afin qu'ils se sentent impliqués dans leur action à l'étranger lorsqu'ils voyagent.**

Afin de faire évoluer le tourisme vers une conscience collective de notre environnement, des mesures incitatives sont instaurées, comme les «*Palmes du tourisme durable*», dont la 1^{ère} édition récompense les professionnels du voyage ayant récemment **mis en place des actions concrètes pour préserver l'environnement et favoriser le contact avec les populations locales.**

Quelles solutions pour éviter les frustrations de part et d'autre et pour participer à la préservation de sites ? Julien Buot pense à des **modes de voyages alternatifs qui désaisonnalisent le tourisme, qui répartissent les voyageurs sur un lieu sur toute une journée ou sur l'année.**

«*Il faut pour cela **repenser l'offre** et présenter aux touristes les avantages de visiter un site au lever ou au coucher du soleil plutôt que durant la journée. Parler des manifestations qui se tiennent dans certaines villes durant l'automne et l'hiver, **mettre en avant l'attractivité de l'arrière-pays versus le littoral**, ouvrir de nouvelles destinations...*»

Ce décloisonnement permettrait de désaturer les régions et sites aujourd'hui engorgés et en danger, et de **répartir l'intérêt touristique sur l'ensemble des territoires et sur les différentes périodes de l'année**, œuvrant ainsi à toujours nourrir la curiosité du voyageur tout en **préservant l'authenticité d'un lieu, d'une culture et d'un savoir-faire.**

Zéro déchet, ça rapporte beaucoup

San Francisco qui produit **1000 tonnes de déchets par jour** a adopté le « zéro déchet » comme objectif. Au départ incitative, la mesure est devenue obligatoire pour atteindre un tri et une valorisation à 100 %. **Le déchet n'est plus vu comme un rebut, mais une ressource.** La Chaîne Hilton s'est engagée à San Francisco avec un hôtel test servant 7500 repas par jour. Dès la première année, celui-ci a économisé 250 000 \$. Les 4500 restaurateurs de la ville ont ensuite suivi

Intégration des personnes en situation de handicap

[Ilunion Hotels](#) poursuit l'objectif d'être rentable à long terme tout en intégrant des personnes en situation de handicap au sein de ses effectifs. L'hôtel Ilunion Suites Madrid est le premier centre d'emploi spécial du groupe : 70 % du personnel est touché par un handicap. Dans l'ensemble de la chaîne hôtelière, ce chiffre est de 40 %, en incluant les entreprises sous-traitantes.

Ce modèle d'intégration professionnelle a connu un tel succès qu'il a été reproduit dans trois autres établissements à Valence et à Barcelone. **La mise en place d'un environnement de travail adapté à leur condition est autre facteur de réussite.**

La communication comme axe majeur des actions durables

L'agence de voyages [Tarannà Viajes con Sentido](#) a intégré plusieurs pratiques de [responsabilité sociale des entreprises](#) (RSE) à sa gestion quotidienne. Toutes ses actions de développement durable (code d'éthique, engagements, projets et rapports d'activités) sont détaillées sur son site Web. Un calculateur d'émission de CO₂ est disponible afin que le visiteur mesure son impact selon la durée de son vol. Il peut ensuite faire un don équivalent à son empreinte carbone.

Guide de bonnes pratiques pour l'industrie

L'OMT et le réseau espagnol du Pacte mondial des Nations Unies mènent en commun un projet intitulé « Le tourisme responsable, un engagement mondial ».

Il implique 13 organisations touristiques espagnoles qui promeuvent de manière tangible le tourisme durable à travers leurs activités de responsabilité sociale. Le projet, présenté dans ce [document](#), démontre qu'il est possible de contribuer à la réalisation des 17 [Objectifs de développement durable](#) (ODD) fixés par les Nations Unies dans le cadre de leur programme pour le développement (le PNUD).



Un site collaboratif pour le partage de connaissances

[Minube](#) est un site Web de commentaires de voyageurs. Son fondateur, Raúl Jimenez, a créé [Minube School](#), une [plateforme d'apprentissage collaboratif](#), afin que les acteurs de l'industrie touristique et les voyageurs partagent leurs pratiques durables et responsables. **L'organisation souhaite encourager la collaboration entre entreprises, entre les secteurs privé et public**, ainsi qu'entre les universités et les entreprises. Plus de 1,6 million de visiteurs à travers le monde se sont enregistrés sur la plateforme. **Un [livre blanc sur le tourisme durable et responsable](#) incluant des conseils et des cas de bonnes pratiques a été publié en 2016.**

Prendre à cœur la santé des employés

[PortAventurae](#), plus grand parc d'attractions d'Europe du Sud, propose le [programme 50-50](#) durant lequel les participants assistent à dix heures d'ateliers de formation et de motivation sur la gestion du stress, l'alimentation saine, l'exercice physique, etc. Outre une meilleure santé, d'autres impacts positifs apparaissent: réduction de l'absentéisme et des accidents, hausse du sentiment d'appartenance à l'entreprise, amélioration de l'image de marque, etc.

Création du tableau de bord du tourisme durable

En mars dernier, les Universités Griffith en Australie et de Surrey au Royaume-Uni, ont mis en ligne le « [Tableau de bord du tourisme durable](#) », un site regroupant une multitude de données sur le développement durable dans l'industrie touristique. Encore une fois, les ODD des Nations Unies ont été utilisées pour le choix des indicateurs et des thèmes abordés.

Une prise de conscience qui devient réelle chez les pros du tourisme

Les Acteurs du Tourisme Durable (ATD) organisaient une conférence sur le **slow tourisme** à l'IFTM Top Resa, **mardi 26 septembre 2017**. C'est la première fois qu'ATD est aussi visible sur Top Resa.

Christophe Bonnafous, administrateur d'ATD : « *On s'est battu pour y être. Le tourisme est le premier secteur créateur d'emplois dans le monde. Il faut innover et évoluer !* ».

Pour Christelle Taillardat, représentante du Comité départemental du tourisme (CDT) de l'Aube, venue présenter un incubateur, en direction des entreprises touristiques de la région : « *Il faut viser un tourisme du plaisir sur le long terme, avec une réappropriation de la nature et des rencontres humaines, bref le développement de l'expérience vécue. 79% des entreprises du tourisme souhaitent un accompagnement en matière d'innovation sur le sujet* ».

Sensibiliser la nouvelle génération

Le site *CCI Business Optimizer*, lancé le 26 septembre 2017, a été créé dans le but de donner accès à l'information pour les restaurateurs et les lieux d'hébergement. **Simple et ludique, il éclaire l'utilisateur sur les gains potentiels en termes de coûts et d'énergie dépensés.**

Il ajoute des témoignages d'autres professionnels afin de valoriser les actions, **générer une forme de compétition amenant à plus d'efforts, et créer un échange d'expérience.**

L'école de tourisme de la Rochelle était représentée par son directeur, Marc Gibiat, venu promouvoir sa formation résolument tournée vers le développement d'un tourisme responsable, et notamment la thématique de l'accessibilité. "*Nous donnons à nos étudiants des cours de langue des signes et des formations autour de l'accessibilité de différents handicaps. Le but est de développer des savoir-faire et sensibiliser la nouvelle génération, les rendre prêts à déployer des actes et des bonnes pratiques*".

"**On a besoin d'une révolution** », martèle Franck Laval, initiateur du *projet Solar Hotel* et des écoles-hôtels associées. « *La question du sol est centrale : on ne peut plus s'implanter comme avant n'importe où, il faut concentrer les activités. Il aurait fallu le faire depuis les années 70 !* ».

Tourisme et petites municipalités – rétrospective

En misant sur l'engagement citoyen, l'aménagement durable, l'agrotourisme, le développement de leur rue principale et la mise en valeur de leurs attraits naturels, plusieurs villages et petites villes parviennent à se tailler une place dans l'industrie touristique.

C'est le cas de la municipalité de Saint-Camille en Estrie qui a pu mener à bien le projet de reconversion de son église en salle multifonctionnelle. Quant à Saint-Jean-Port-Joli, **c'est l'action citoyenne**, qui est au cœur du renouveau de la destination avec son projet de village créatif, qui propose onze choix d'ateliers visant à augmenter la durée de séjour des visiteurs.

L'aménagement durable peut améliorer l'expérience des visiteurs et transmettre une image positive de la ville, quand il ne devient pas une attraction en soi.

Cela se traduit par le développement d'une **mobilité douce**, par la création de sentiers cyclables et pédestres, par le verdissement, qui contribue à réduire les îlots de chaleur et à rendre la ville plus agréable à vivre, ou encore par des investissements dans des espaces existants ou inutilisés.

L'agrotourisme favorise le développement économique des milieux ruraux, entre autres, par la promotion de la gastronomie locale. De plus en plus de régions rurales organisent donc leur offre agricole et culinaire pour courtiser les visiteurs. C'est le cas des intervenants danois qui ont choisi de miser sur une « nouvelle cuisine nordique » faite de produits frais et locaux, mise en vedette notamment par le célèbre restaurant copenhagois Noma.

La mise en lumière des attraits touristiques naturels a le pouvoir d'attirer les visiteurs en très grand nombre. L'ajout d'une expérience de divertissement, artistique ou encore historique est un facteur d'attractivité et de différenciation. Au Québec, plusieurs parcs organisent depuis longtemps des randonnées nocturnes sur des sentiers illuminés. La mise en lumière de parcours nocturnes peut constituer un axe majeur d'une démarche de valorisation d'un espace nature et ajoute un élément de différenciation à la région touristique.

Sources : caissedesdepotsdesterritoires.fr, TourMaG.com, veilletourisme.ca, divers.

Contacts

Coordination :

Marie FOLACCI : mfolacci@ctc-atc.com /04 95 51 77 80

CENTRE DE RESSOURCES

Nathalie ALBERTINI : nalbertini@ctc-atc.com / 04 95 51 77 58

Marc SIMONI msimoni@ctc-atc.com / 04 95 51 77 45

Vanessa SEGONNE vsegonne@ctc-atc.com / 04 95 51 77 84

Sylvain Alessandri : salessandri@ctc-atc.com / 04 95 51 77 52